

NOTE D'INFORMATION

LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA SOULIGNENT L'IMPORTANCE DU DIALOGUE DANS LA RESOLUTION DE LA CRISE

Bangui, le 10 octobre 2018 – Le Gouvernement centrafricain et la MINUSCA ont souligné mercredi l'importance du dialogue pour la résolution de la crise en Centrafrique, à travers l'Initiative de l'Union Africaine (UA) pour la paix et la réconciliation. Au cours de la conférence de presse conjointe des deux institutions à Bangui, les porte-parole du Gouvernement, le ministre de la Communication et des médias Ange Maxime Kazagui, et de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, se sont félicités de la mobilisation et du consensus des partenaires autour de l'initiative, lors de la rencontre de haut niveau aux Nations Unies.

« Des ajustements très positifs ont été faits à New York, en marge de la 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Même les partenaires, dont on pense qu'ils mènent des initiatives parallèles, parlent désormais le même langage à savoir l'Initiative africaine », a souligné le porte-parole du Gouvernement. De son côté, le porte-parole de la MINUSCA a ajouté que « les participants ont réaffirmé leur appui au Chef de l'Etat centrafricain pour l'établissement d'une paix durable, la réconciliation nationale et le développement de son pays ainsi qu'aux institutions du pays et ont proposé une redynamisation du processus politique à travers l'Initiative de l'UA, dans laquelle les Nations Unies joueront désormais un rôle plus important en tant que membre à part entière du panel ».

Sur la tenue du dialogue, le ministre et porte-parole du Gouvernement a rassuré que les discussions se poursuivent. « Il n'appartient pas au gouvernement seul de dicter la date et le lieu, mais de s'assurer que le dialogue puisse se tenir dans de bonnes conditions et dans un bon contexte ». A la question sur la levée totale de l'embargo des armes, le ministre a répondu que c'est le souhait du Gouvernement, rappelant que « le Président a fait le plaidoyer, une mission du comité des sanctions des Nations Unies a séjourné dans le pays ». « Il reste désormais à ce comité de faire les propositions et au Conseil de sécurité d'en décider », a souligné le ministre.

De son côté, le porte-parole a exprimé la satisfaction de la MINUSCA suite à l'installation officielle, cette semaine, de deux des cinq nouveaux préfets récemment nommés par décret présidentiel. Il s'agit des préfets de la Nana-Gribizi et du Bamingui-Bangoran auxquels s'ajoutera, le 16 octobre, celui de la

DASSE NOTO. Les priets de la Nana Mambere et du Mbemba ont plusieurs fonctions en septembre dernier. « La MINUSCA réaffirme son engagement à soutenir ces représentants de l'Etat dans leurs fonctions conformément à son appui à l'extension et à la restauration de l'autorité de l'Etat », a-t-il affirmé.

Selon le porte-parole, l'appui de la MINUSCA à la restauration de l'autorité de l'Etat porte non seulement sur les représentants de l'Etat mais aussi le redéploiement progressif et coordonné des unités des Forces armées centrafricaines (FACA) formées par la Mission de formation de l'Union européenne en RCA (EUTM-RCA) ainsi que des forces de défense et de sécurité intérieure, conformément à la politique de diligence de l'ONU voulue en matière de droits de l'homme.